

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 83 — 1518

Arrêté royal n° 205 modifiant la législation relative aux pensions du secteur social

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal soumis à la signature de Votre Majesté modifie d'une part, l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés et d'autre part, la loi du 13 juin 1966 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers, des employés, des marins navigant sous pavillon belge, des ouvriers mineurs et des assurés libres.

La base juridique du présent arrêté se trouve dans l'article 1er, 2°, de la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi. Cette disposition donne au Roi la compétence de prendre toutes les mesures utiles en vue d'assurer l'équilibre financier de l'ensemble des régimes de sécurité sociale des travailleurs salariés et des inséparables en veillant en ce qui concerne les revenus de remplacement et autres allocations sociales, à sauvegarder intégralement le pouvoir d'achat des personnes les moins favorisées et sans porter atteinte aux principes généraux qui régissent chacun des régimes de la sécurité sociale, tels qu'ils sont énumérés, en ce qui concerne les travailleurs salariés, aux articles 5 à 13 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés. Le présent arrêté vise à freiner dans l'avenir la croissance des dépenses dans le régime de pension des travailleurs salariés. Plus précisément, il tend à limiter les rémunérations servant au calcul des prestations. D'autre part, il introduit un principe nouveau, à savoir celui de l'unité de carrière. Enfin il apporte certaines modifications en vue de permettre une application plus équitable des règles de la prescription.

Le présent arrêté a été adapté à l'avis du Conseil d'Etat.

Commentaire des articles

Article 1er

Actuellement, dans le régime de pension des travailleurs salariés, il n'y a pas de plafond fixé pour les rémunérations à prendre en considération pour le calcul de la pension des travailleurs manuels.

Par contre, pour les employés et les officiers de la marine marchande, la pension est calculée pour les années 1957 à 1980 sur les rémunérations qui ont servi de base à la retenue des cotisations de sécurité sociale destinées au régime. De ce fait, pour cette catégorie de travailleurs on ne prend pas en compte, lors du calcul de la pension, la partie des rémunérations dépassant les plafonds successivement fixés pour les cotisations. A partir de l'année 1981, en vertu de l'article 7, 2°, de la loi de redressement du 10 février 1981 relative aux pensions du secteur social, il n'est plus tenu compte des rémunérations qui excèdent le montant mensuel de 60 000 F (indice 132,13) lorsque pour la perception des cotisations destinées au régime de pension des travailleurs salariés, les dites rémunérations sont limitées. Cette dernière disposition avait pour effet d'introduire, pour le calcul des prestations des employés et des officiers de la marine marchande un plafond inférieur à celui qui était prévu pour les cotisations (65 000 F). Mais la suppression à partir du 1er octobre 1982 (arrêté royal n° 96 du 28 septembre 1982) des plafonds applicables pour le calcul des cotisations de pension a entraîné ipso facto la suppression du plafond mensuel de 60 000 F à partir de la même date.

En conséquence, depuis le 1er octobre 1982, il n'y a plus aucune limitation du montant des rémunérations devant servir au calcul des prestations de pension.

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 83 — 1518

Koninklijk besluit nr. 205 tot wijziging van de wetgeving betreffende de pensioenen van de sociale sector

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat aan Uwe Majesteit ter ondertekening wordt voorgelegd, wijzigt enerzijds het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers en anderzijds de wet van 13 juni 1966 betreffende de rust- en overlevingspensioenen voor arbeiders, bedienden, zeevarenden onder Belgische vlag, mijnwerkers en vrijwillig verzekerden.

De juridische grondslag van dit besluit, steunt op artikel 1, 2°, van de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning. Die bepaling verleent aan de Koning de bevoegdheid om alle nuttige maatregelen te nemen ten einde het financieel evenwicht van het geheel van de stelsels van de sociale zekerheid van de werknemers en van de zelfstandigen te verzekeren, erover wakend dat, wat de vervangingsinkomens en de andere sociale vergoedingen betreft, de koopkracht van de minstbegoeden integraal beveiligd wordt en zonder afbreuk te doen aan de algemene beginselen in elk der stelsels van de sociale zekerheid, zoals zij voor wat de werknemers betreft, reeds werden opgesomd in de artikelen 5 tot en met 13 van de wet van 29 juni 1981 houdende algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers. Dit besluit beoogt in de toekomst de toename van de uitgaven in de pensioenregeling voor werknemers te remmen. Meer bepaald beoogt het de beperking van de lonen die als grondslag dienen voor de berekening van de uitkeringen. Het voert eveneens een nieuw beginsel in, met name dat van de eenheid van loopbaan. Ten slotte brengt het sommige wijzigingen aan ten einde een meer billijke toepassing mogelijk te maken van de regels inzake verjaring.

Dit besluit werd aangepast aan het advies van de Raad van State.

Commentaar bij de artikelen

Artikel 1

Thans is er in de pensioenregeling voor werknemers geen beperking vastgesteld voor de lonen die in aanmerking worden genomen voor de berekening van het pensioen van de handarbeiders.

Daarentegen wordt voor de bedienden en officieren ter koopvaardij het pensioen berekend op grond van de lonen die voor de jaren van 1957 tot en met 1980 als grondslag dienden voor de afhouding van de sociale zekerheidsbijdragen bestemd voor de regeling. Hierdoor wordt het gedeelte van de lonen die de plafonds — die opeenvolgend werden vastgesteld voor de bijdragen — overschrijdt, niet in aanmerking genomen voor de berekening van het pensioen. Vanaf het jaar 1981, zal krachtens artikel 7, 2°, van de herstellwet van 10 februari 1981 inzake de pensioenen van de sociale sector geen rekening meer worden gehouden met de lonen die het maandelijks bedrag van 60 000 F (index 132,13) overschrijden wanneer deze lonen voor de inning van de bijdragen bestemd voor de pensioenregeling der werknemers beperkt worden. Deze laatste bepaling had als gevolg voor de berekening van de bedienden en officieren van de koopvaardij, een lager plafond in te voeren dan datgene dat was voorzien voor de bijdragen (65 000 F). Maar de afschaffing vanaf 1 oktober 1982 (koninklijk besluit nr. 96 van 28 september 1982) van de plafonds van toepassing voor de berekening van de pensioenbijdragen, heeft ipso facto geleid tot de afschaffing van het maandelijks plafond van 60 000 F vanaf dezelfde datum.

Bijgevolg is er vanaf 1 oktober 1982 geen enkele beperking meer van het bedrag van de lonen dat als grondslag dient voor de berekening van de pensioenuitkeringen.

En vue de limiter la croissance des dépenses et dans le souci de rétablir l'égalité entre ouvriers et employés, il est proposé de maintenir et d'étendre la même limitation en vigueur au 1er janvier 1981 pour l'ensemble des travailleurs salariés.

Pour des raisons pratiques la limitation mensuelle est remplacée par un montant annuel soit 720 000 F à l'indice 132,13. Toutefois, lorsque l'occupation ne couvre pas une année entière, le plafond annuel est remplacé par un montant journalier.

Article 2

Cet article introduit le principe de l'unité de carrière qui trouvera ainsi son application concrète dans le régime de pension des travailleurs salariés. En effet, c'est ce dernier régime qui est considéré comme résiduaire.

Autrement dit, c'est lors de la décision à prendre en vue de l'octroi de la pension des travailleurs salariés qu'il conviendra de procéder à la totalisation des carrières reconnues dans les autres régimes à l'exception de celui des travailleurs indépendants et d'ajuster la carrière prise en considération en régime salarié afin de ne pas dépasser l'unité. Ce principe qui est en fait déjà appliqué aux carrières professionnelles homogènes comme travailleur salarié est étendu aux carrières mixtes. Cette disposition ne s'appliquera en principe qu'aux pensions prenant cours à partir du 1er janvier 1984.

Eu égard à la diversité des situations qui peuvent se présenter dans les divers régimes de pension, le pouvoir de concrétiser l'application de ce principe est confié au Roi.

Article 3

Le présent article modifie l'article 21 de la loi du 13 juin 1966 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers, des employés, des marins naviguant sous pavillon belge, des ouvriers mineurs et des assurés libres.

Lorsque des prestations ont été payées indûment, le délai de prescription de 6 mois est porté à 5 ans si le paiement indu résulte de dol ou de fraude.

Les notions de dol ou de fraude sont à juste titre d'interprétation restrictive. Il arrive souvent qu'il ne soit pas possible d'y avoir recours afin de poursuivre une action en répétition de l'indu alors que la récupération de sommes payées indûment s'impose.

Ce problème se pose notamment dans le cumul de la pension avec une activité professionnelle.

C'est la raison pour laquelle est prévue une extension des cas dans lesquels il pourra être fait appel au délai de prescription de 5 ans.

L'occasion est saisie pour procéder à l'alignement de la règle prévue en régime salarié sur celle qui est prévue dans les autres régimes.

Article 4

Les dispositions nouvelles entrent en vigueur le 1er janvier 1984.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs

Pour le Ministre des Affaires sociales, absent,
Le Ministre des Affaires économiques,
M. EYSKENS

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,
P. MAINIL

Teneinde de toename van de uitgaven te beperken en met de bekommernis de gelijkheid tussen arbeiders en bedienden te verwezenlijken, wordt voorgesteld dezelfde beperking, die op 1 januari 1981 van toepassing was, te behouden en uit te breiden tot het geheel der werknemers.

Om praktische redenen wordt de maandelijkse beperking vervangen door een jaarlijks bedrag, hetzij 720 000 F aan index 132,13. Wanneer de activiteit zich niet over een gans jaar spreidt, zal het jaarlijks plafond door een dagelijks bedrag worden vervangen.

Artikel 2

Dit artikel voert het beginsel van de eenheid van loopbaan in dat aldus zijn concrete toepassing zal vinden in de pensioenregeling voor werknemers. Het is immers deze regeling die als residuaire wordt beschouwd.

Met andere woorden, het is op het ogenblik dat de beslissing inzake toekenning van een werknemerspensioen moet worden genomen dat de in de andere regelingen, uitgezonderd in die der zelfstandigen, erkende loopbanen dienen samengesteld te worden en dat de loopbaan die in de werknemersregeling in aanmerking wordt genomen dient aangepast te worden zodat de eenheid niet overschreden wordt. Dit beginsel dat reeds wordt toegepast op de homogene beroepsloopbanen als werknemer wordt uitgebreid tot de gemengde loopbanen. Die bepaling zal in principe slechts toegepast worden op de pensioenen die vanaf 1 januari 1984 ingaan.

Gelet op de verscheidenheid van de situaties die zich in de verschillende pensioenregelingen kunnen voordoen, wordt de bevoegdheid om de toepassing van dit beginsel te concretiseren aan de Koning toevertrouwd.

Artikel 3

Dit artikel wijzigt artikel 21 van de wet van 13 juni 1966 betreffende de rust- en overlevingspensioenen voor arbeiders, bedienden, zeevarenden onder Belgische vlag, mijnwerkers en vrijwillig verzekerden.

Wanneer uitkeringen ten onrechte werden uitgekeerd, wordt de verjaringstermijn van 6 maand verhoogd tot 5 jaar, indien de onverschuldigde betaling haar oorsprong vindt in arglist of bedrog.

De begrippen arglist of bedrog moeten terecht op restrictieve wijze geïnterpreteerd worden. Het gebeurt vaak dat het niet mogelijk is zich daarop te beroepen om het onverschuldigd betaalde terug te vorderen alhoewel deze terugvordering zich opdringt.

Dit probleem stelt zich namelijk in geval van cumulatie van het pensioen met een beroepsbezigheid.

Dit is de reden waarom een uitbreiding voorzien wordt van de gevallen waarvoor beroep zal kunnen gedaan worden op de verjaringstermijn van 5 jaar.

Deze gelegenheid wordt te baat genomen om de regel van de regeling « werknemers » te richten naar deze die in de andere regelingen is voorzien.

Artikel 4

De nieuwe bepalingen treden in werking op 1 januari 1984.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars

Voor de Minister van Sociale Zaken, afwezig,
De Minister van Economische Zaken,
M. EYSKENS

De Staatssecretaris voor Pensioenen,
P. MAINIL

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Premier Ministre, le 19 juillet 1983, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal n° 205 « modifiant la législation relative aux pensions du secteur social », a donné le 27 juillet 1983 l'avis suivant :

1. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis apporte certaines modifications à la législation relative à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés. Il trouve son fondement légal dans la disposition de l'article 1er, 2°, de la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, qui définit les pouvoirs spéciaux dont le Roi est investi en vue d'assurer l'équilibre financier de l'ensemble des régimes de sécurité sociale.

2. Dans la version néerlandais de l'intitulé, il faut lire : « ... betreffende de pensioenen ... ».

3. Afin d'exclure toute confusion quant à la force juridique des dispositions en projet, il vaudrait mieux omettre dans le préambule les références à la loi du 13 juin 1966 et à l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967.

4. A l'article 1er, la nouvelle disposition devrait, à partir de la deuxième phrase, se lire comme suit :

« Ce montant est lié à l'indice pivot 114,20, déterminé par l'article 2 de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Avant l'application de l'article 29bis, § 1er, du présent arrêté, le montant précité est adapté Lorsque l'intéressé n'était pas occupé durant toute l'année, le montant ainsi déterminé est multiplié par une fraction ayant pour numérateur le nombre de journées qui a été pris en considération pour le calcul de la pension, et pour dénominateur le nombre 312 ».

5. L'article 2 du projet insère dans l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 un article 10bis, rédigé comme suit :

« Article 10bis. Le Roi peut déterminer dans quels cas, dans quelle mesure et de quelle façon, le nombre d'années civiles donnant droit à une pension peut être limité, lorsque le travailleur salarié peut prétendre à une pension de retraite ou à un avantage en tenant lieu, en vertu d'un autre régime belge, à l'exception de celui des travailleurs indépendants, en vertu d'un régime d'un pays étranger ou en vertu d'un régime applicable au personnel d'une institution de droit international public. »

Selon le commentaire consacré à cette disposition dans le rapport au Roi, l'intention serait de limiter à l'unité la somme des fractions arithmétiques relatives aux années entrant en ligne de compte pour le calcul des pensions de régimes différents et de porter en déduction de la pension dans le secteur des travailleurs salariés, le nombre d'années qui excède cette unité.

Il est nécessaire d'inscrire ce principe dans le texte même de l'article 10bis, la loi du 6 juillet 1983 ne pouvant entraîner que le Roi s'attribue à lui-même, pour la période postérieure à la durée de validité des pouvoirs spéciaux, des compétences que seul le législateur peut alors exercer.

6. Dans la phrase liminaire de l'article 3, il y a lieu de supprimer la mention des lois modificatives du 1er avril 1969 et du 6 juillet 1973. Ces mentions font également état d'un arrêté royal du 27 décembre 1973. C'est inexact : la modification visée a été effectuée par une loi du 27 décembre 1973. La phrase liminaire doit être adaptée en conséquence.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste vakantiekamer, de 19e juli 1983 door de Eerste Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. 205 « tot wijziging van de wetgeving betreffende pensioenen van de sociale sector », heeft de 27e juli 1983 het volgende advies gegeven :

1. Het voor advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit, dat enkele wijzigingen aanbrengt in de wetgeving betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, ontleent zijn rechtsgrond aan het bepaalde in artikel 1, 2°, van de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, dat de bijzondere bevoegdheid van de Koning omschrijft met betrekking tot het verzekeren van het financieel evenwicht van het geheel van de stelsels van de sociale zekerheid.

2. In het opschrift leze men « ... betreffende de pensioenen ... ».

3. Om alle verwarring omtrent de rechtskracht van de ontwerp-bepaling te voorkomen, worden in de aanhef de verwijzingen naar de wet van 13 juni 1966 en het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 beter weggelaten.

4. Onder artikel 1 leze men de nieuwe bepaling vanaf de tweede zin als volgt :

« Dit bedrag is gekoppeld aan spilindex 114,20, bepaald door artikel 2 van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

Vóór de toepassing van artikel 29bis, § 1, van dit besluit, wordt voormeld bedrag aangepast Wanneer de gegadigde niet tijdens het ganse jaar was tewerkgesteld, wordt het aldus vastgestelde bedrag vermenigvuldigd met een breuk waarvan de teller bestaat uit het aantal dagen dat voor de berekening van het pensioen in aanmerking werd genomen, en de noemer uit het getal 312 ».

5. Met artikel 2 van het ontwerp wordt in het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 een artikel 10bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 10bis. De Koning kan bepalen in welke gevallen, in welke mate en op welke wijze, het aantal kalenderjaren welke recht geven op een pensioen kan beperkt worden, wanneer de werknemer aanspraak kan maken op een rustpensioen of op een als dusdanig geldend voordeel, krachtens een andere Belgische regeling, uitgezonderd deze voor zelfstandigen, krachtens een regeling van een vreemd land of krachtens een regeling toepasselijk op het personeel van een volkenrechtelijke instelling. »

Blijkens de desbetreffende commentaar in het verslag aan de Koning zou het in de bedoeling liggen de som van de rekenkundige breuken betreffende de jaren die voor de berekening van de pensioenen uit verschillende regelingen in aanmerking komen, af te toppen tot de eenheid en het aantal jaren dat die eenheid te boven gaat, in mindering te brengen op het pensioen in de werknemerssector.

Het is noodzakelijk dit beginsel in artikel 10bis zelf in te schrijven, aangezien de wet van 6 juli 1983 niet tot gevolg kan hebben dat de Koning, voor de tijd na de gelding van de bijzondere machten, zichzelf bevoegdheden zou toekennen die alleen de wetgever mag uitoefenen.

6. In de inleidende zin van artikel 3 schrappe men de vermelding van de wijzigende wetten van 1 april 1969 en 6 juli 1973. In die vermeldingen is tevens sprake van een koninklijk besluit van 27 december 1973. Dat is onjuist : de wijziging is doorgevoerd bij een wet van 27 december 1973. De inleidende zin dient dan ook te worden aangepast.

Au sujet de la nouvelle disposition prévue au 3°, on peut observer que le texte en est emprunté à l'article 59, § 2, de la loi du 24 décembre 1976 relative aux propositions budgétaires 1976-1977.

La Chambre était composée de :

MM. :

G. Baeteman, président de chambre;
H. Coremans; F. Debaedts, conseillers;
G. Van Hecke; J. Gijssels, assesseurs de la section de législation;
Mme M. Benard, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. G. Baeteman.

Le rapport a été présenté par M. J. Vermeire, auditeur.

Le greffier,
M. Benard.

Le président,
G. Baeteman.

**29 AOUT 1983. — Arrêté royal n° 205
modifiant la législation
relative aux pensions du secteur social**

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi notamment les articles 1er, 2°, et 2, § 2;

Vu l'urgence;
Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 7, alinéa 3, de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés inséré par la loi de redressement du 10 février 1981 relative aux pensions du secteur social, est remplacé par la disposition suivante :

« Pour les années postérieures à 1980, il n'est pas tenu compte de la fraction du total des rémunérations réelles, fictives et forfaitaires qui dépasse le montant annuel de 382 082 F. Ce montant est lié à l'indice pivot 114,20, déterminé par l'article 2 de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Avant l'application de l'article 29bis, § 1er, du présent arrêté, le montant précité est adopté afin de le porter au niveau des prix de l'année considérée en le multipliant par le coefficient qui est obtenu en divisant la moyenne de l'indice des prix à la consommation de l'année considérée par 114,20.

Lorsque l'intéressé n'était pas occupé durant toute l'année, le montant ainsi déterminé est multiplié par une fraction ayant pour numérateur le nombre de journées qui a été pris en considération pour le calcul de la pension, et pour dénominateur le nombre 312. ».

Art. 2. Un article 10bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 10bis. Lorsque le travailleur salarié peut prétendre à une pension de retraite en vertu du présent arrêté et à une pension de retraite ou un avantage en tenant lieu en vertu d'un ou de plusieurs autres régimes et lorsque le total des fractions qui pour chacune de ces pensions en expriment l'importance dépasse l'unité, la carrière professionnelle qui est prise en considération

Wat betreft de nieuwe bepaling onder 3°, mag worden opgemerkt dat die tekst ontleend is aan het bepaalde in artikel 59, § 2, van de wet van 24 december 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1976-1977.

De Kamer was samengesteld uit :

De heren :

G. Baeteman, kamervoorzitter;
H. Coremans; F. Debaedts, staatsraden;
G. Van Hecke; J. Gijssels, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. M. Benard, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer G. Baeteman.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. Vermeire, auditeur.

De griffier,
M. Benard.

De voorzitter,
G. Baeteman.

**29 AUGUSTUS 1983. — Koninklijk besluit nr. 205
tot wijziging van de wetgeving
betreffende de pensioenen van de sociale sector**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid op de artikelen 1, 2°, en 2, § 2;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Staatssecretaris voor Pensions en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 7, derde lid, van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, ingevoerd door de herstelwet van 10 februari 1981 inzake de pensioenen van de sociale sector, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wat de jaren na 1980 betreft, wordt geen rekening gehouden met het gedeelte van het totaal der werkelijke, fictieve en forfaitaire lonen dat het jaarbedrag van 382 082 F overschrijdt. Dit bedrag is gekoppeld aan spilindex 114,20, bepaald door artikel 2 van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

Vóór de toepassing van artikel 29bis, § 1, van dit besluit, wordt voormeld bedrag aangepast ten einde het te brengen op het prijspeil van het beschouwde jaar door het te vermenigvuldigen met de coëfficiënt die bekomen wordt door het gemiddelde van de maandelijkse indexcijfer der consumptieprijzen van het beschouwde jaar te delen door 114,20.

Wanneer de gegadigde niet tijdens het ganse jaar was tewerkgesteld, wordt het aldus vastgestelde bedrag vermenigvuldigd met een breuk waarvan de teller bestaat uit het aantal dagen dat voor de berekening van het pensioen in aanmerking werd genomen, en de noemer uit het getal 312. ».

Art. 2. Een artikel 10bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 10bis. Wanneer de werknemer aanspraak kan maken op een rustpensioen krachtens dit besluit en op een rustpensioen of een als zodanig geldend voordeel krachtens één of meer andere regelingen en wanneer het totaal van de breuken die voor elk van die pensioenen de belangrijkheid ervan uitdrukken de eenheid overschrijdt, wordt de beroepsloopbaan die voor de bere-

pour le calcul de la pension de retraite comme travailleur salarié est diminuée d'autant d'années qu'il est nécessaire pour réduire ledit total à l'unité.

La fraction visée à l'alinéa précédent exprime le rapport entre la durée des périodes, le pourcentage ou tout autre critère à l'exclusion du montant, pris en considération pour la fixation de la pension accordée et le maximum de la durée, du pourcentage ou de tout autre critère sur base duquel une pension complète peut être accordée.

Une réduction analogue est appliquée lorsque le conjoint survivant d'un travailleur salarié peut prétendre à une pension de survie en vertu du présent arrêté et à une pension de survie ou un avantage en tenant lieu en vertu d'un ou de plusieurs autres régimes et dont l'importance globale dépasse les normes visées au premier alinéa.

Pour l'application du présent article il y a lieu d'entendre par « autre régime » tout autre régime belge en matière de pension de retraite et de survie à l'exclusion de celui des indépendants et tout autre régime analogue d'un pays étranger ou un régime qui est applicable au personnel d'une institution de droit international public.

Le Roi détermine :

1° dans quels cas la réduction visée au présent article n'est pas appliquée;

2° de quelle façon le nombre d'années civiles de la carrière professionnelle de travailleur salarié est diminué;

3° quelles fractions de pensions accordées en vertu d'autres régimes ne sont pas prises en considération pour l'application du présent article;

4° ce qu'il y a lieu d'entendre par pension complète dans un autre régime. »

Art. 3. A l'article 21 de la loi du 13 juin 1966 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers, des employés, des marins naviguant sous pavillon belge, des ouvriers mineurs et des assurés libres, modifiée par les lois du 5 juin 1970, 27 juillet 1971, 28 mars 1973, 27 décembre 1973, l'arrêté royal n° 16 du 29 novembre 1978, la loi du 8 août 1980 et l'arrêté royal du 8 février 1983, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 3, alinéa 1er, est remplacé par la disposition suivante :
« § 3. L'action en répétition de prestations payées indûment se prescrit par six mois à compter de la date à laquelle le paiement a été effectué. »;

2° au § 3, alinéa 2, les mots « hormis le cas de dol ou de fraude » sont supprimés;

3° le § 3, alinéa 3, est remplacé par la disposition suivante :

« Le délai fixé aux alinéas 1er et 2 est porté à cinq ans lorsque les sommes indues ont été obtenues par des manœuvres frauduleuses ou par des déclarations fausses ou sciemment incomplètes.

Il en est de même en ce qui concerne les sommes payées indûment par suite de l'abstention du débiteur de produire une déclaration prescrite par une disposition légale ou réglementaire ou résultant d'un engagement souscrit antérieurement. »;

4° au § 5, alinéa 1er, les mots « Hormis le cas de dol ou de fraude » sont remplacés par les mots « Sauf dans les cas visés au § 3, alinéa 3 ».

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1984.

Art. 5. Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 29 août 1983.

BAUDOIN

Par le Roi :

Pour le Ministre des Affaires sociales, absent,
Le Ministre des Affaires économiques,

M. EYSKENS

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,

P. MAINIL

2

koning van het rustpensioen als werknemer in aanmerking wordt genomen verminderd met zoveel jaren als nodig om genoemd totaal tot de eenheid te herleiden.

De breuk waarvan sprake in vorig lid drukt de verhouding uit tussen de duur der tijdvakken, het percentage of iedere andere maatstaf met uitsluiting van het bedrag die voor de vaststelling van het toegekende pensioen in aanmerking wordt genomen en het maximum van die duur, van dat percentage of van een andere maatstaf op grond waarvan een volledig pensioen kan worden toegekend.

Een gelijkaardige vermindering wordt toegepast wanneer de overlevende echtgenoot van een werknemer op een overlevingspensioen krachtens dit besluit en op een overlevingspensioen of een als zodanig geldend voordeel krachtens één of meer andere regelingen aanspraak kan maken en waarvan de globale belangrijkheid de in het eerste lid bedoelde normen overschrijft.

Voor de toepassing van dit artikel wordt onder « andere regeling » verstaan iedere andere Belgische regeling inzake rustpensioenen en overlevingspensioenen, uitgezonderd die voor de zelfstandigen en iedere gelijkaardige regeling van een vreemd land of een regeling die toepasselijk is op het personeel van een volkenrechtelijke instelling.

De Koning bepaalt :

1° in welke gevallen de vermindering beoogd bij dit artikel niet wordt toegepast;

2° op welke wijze het aantal kalenderjaren van de beroepsloopbaan als werknemer wordt beperkt;

3° welke pensioengedeelten die krachtens andere regelingen worden toegekend voor de toepassing van dit artikel buiten beschouwing worden gelaten;

4° wat onder volledig pensioen in een andere regeling wordt verstaan. »

Art. 3. In artikel 21 van de wet van 13 juni 1966 betreffende het rust- en overlevingspensioen der werknemers, bedienden, zeevarenden onder Belgische vlag, mijnwerkers en vrijwillige verzekerden, gewijzigd bij de wetten van 5 juni 1970, 27 juli 1971, 28 maart 1973, 27 december 1973, bij het koninklijk besluit nr. 16 van 29 november 1978, bij de wet van 8 augustus 1980 en bij het koninklijk besluit van 8 februari 1983, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 3, eerste lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. De terugvordering van de ten onrechte uitbetaalde prestaties verjaart door verloop van zes maanden te rekenen vanaf de datum waarop de uitbetaling is geschied. »;

2° in § 3, tweede lid, worden de woorden « behalve ingeval van arglist of bedrog » geschrapt;

3° § 3, derde lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De in de leden 1 en 2 vastgestelde termijn wordt tot vijf jaar opgevoerd, wanneer de onverschuldigde sommen werden verkregen door bedrieglijke handelingen of door valse of welbewust onvolledige verklaringen.

Dit geldt eveneens ten aanzien van de sommen die ten onrechte werden uitbetaald wegens het niet afleggen, door de schuldenaar, van een verklaring die is voorgeschreven door een wets- of verordenende bepaling of die volgt uit een vroeger aangegane verbintenis. »;

4° in § 5, eerste lid, worden de woorden « Behoudens het geval van arglist of bedrog » vervangen door de woorden « Behalve in de in § 3, derde lid, beoogde gevallen ».

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1984.

Art. 5. Onze Staatssecretaris voor Pensioenen wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 29 augustus 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

Voor de Minister van Sociale Zaken, afwezig,
De Minister van Economische Zaken,

M. EYSKENS

De Staatssecretaris voor Pensioenen,

P. MAINIL